



SRI LANKA

Situation économique et financière au printemps 2026

Le Sri Lanka a confirmé en 2025 sa sortie de crise, après un rebond déjà marqué en 2024. La croissance est restée solide et l'inflation maîtrisée ; les comptes publics ont surpris positivement et la position extérieure s'est encore renforcée. La restructuration de la dette extérieure est désormais presque achevée. L'année 2026 s'ouvre dans un environnement beaucoup plus incertain : la reconstruction post-cyclone soutiendra l'activité, mais les retombées de la guerre au Moyen-Orient pèsent déjà sur la croissance et les comptes extérieurs. La capacité des autorités à maintenir le cap des réformes structurelles sera déterminante.

La reprise et les fondamentaux économiques se sont encore renforcés en 2025

Le redressement de 2025 s'inscrit dans le prolongement du rebond de 2024, année où le PIB avait progressé de 5,0%, après deux années de contraction, l'inflation annuelle moyenne était revenue à 1,2% et le compte courant était resté excédentaire. La croissance s'est maintenue en 2025 à 5,0%, malgré le passage du cyclone Ditwah fin novembre, grâce au dynamisme de l'industrie et de la construction (+7,8%), des services (+3,3% portés par le tourisme) et de l'agriculture (+1,4%).

La demande intérieure a bénéficié d'un fort rebond du crédit. L'encours des prêts au secteur privé a enregistré une progression de 25,2% en glissement annuel en 2025, tendance qui devrait se poursuivre en 2026 pour couvrir les besoins liés à la reconstruction. Le marché du travail reste en apparence résilient, avec un chômage limité à 3,8% fin 2025, mais le taux d'activité demeure faible (48,8%), ce qui relativise la lecture de ce chiffre.

La dynamique du commerce extérieur s'est également améliorée. Les recettes d'exportation totales ont atteint 17,3 Mds USD en 2025 (+5,6%), dont 13,6 Mds USD de marchandises et 3,7 Mds USD de services. 2,4 millions de visiteurs se sont rendus au Sri Lanka et les transferts de travailleurs ont fortement progressé, pour atteindre 8,1 Mds USD. Les IDE ont dépassé le milliard d'USD pour la première fois depuis 2018.

L'exécution budgétaire a constitué le principal facteur positif de 2025. Les recettes ont atteint 5 485,6 Mds LKR (+34,1% par rapport à 2024), tandis que les dépenses totales n'ont progressé que de 1,6%, à 6 230,4 Mds LKR. Le déficit global a ainsi été ramené à 744,9 Mds LKR, soit 2,3% du PIB, et l'excédent primaire a atteint 1 755,8 Mds LKR, soit 5,4% du PIB. Cette performance s'explique à la fois par l'amélioration de la collecte fiscale, liée à la reprise des importations de véhicules, par l'élargissement de l'assiette et par un niveau de dépenses maîtrisé.

Les comptes extérieurs se sont affichés en excédent malgré la reprise des importations. La balance courante a dégagé un excédent de 1,7 Md USD en 2025, en hausse de 43,8% par rapport à 2024, en dépit d'un déficit commercial porté à 7,9 Mds USD, notamment du fait des importations automobiles, supérieures à 2 Mds USD après la levée de l'interdiction d'importation qui prévalait depuis près de cinq ans. L'excédent des services (3,7 Mds USD) et les transferts de migrants ont plus que compensé cette détérioration. Les réserves officielles brutes ont été portées à 8,1 Mds USD, renforçant la protection contre une crise de liquidité extérieure.

Le processus de restructuration de la dette est pratiquement achevé

En ce qui concerne la **dette bilatérale**, le mémorandum conclu avec le Comité des créanciers officiels (OCC) en juin 2024 a continué d'être décliné en accords bilatéraux. Après la Chine, le Japon, l'Inde, la France, la Hongrie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark et l'Allemagne, un accord a été signé avec la Belgique fin janvier 2026. Parmi les pays n'ayant pas encore signé figurent l'Autriche, le Canada, la Corée du Sud, l'Espagne, les États-Unis, les Pays-Bas, la Russie et la Suède.

S'agissant de la **dette obligataire**, l'échange finalisé fin 2024 a reconfiguré une part majeure de la dette externe. Le dernier dossier sensible, l'obligation garantie de SriLankan Airlines de 175 MUSD, a été bouclé en mars 2026. Cette normalisation contribue à restaurer les relations avec les créanciers et les partenaires extérieurs. Les agences de notation avaient déjà acté cette amélioration fin 2024 et 2025, même si la dette publique demeure élevée : elle a cependant reculé de 106,2 Mds USD fin 2024 (107,3% du PIB) à 103,9 Mds USD fin 2025 (98,6% du PIB).

2026 s'annonce moins favorable et très incertaine

Les prévisions disponibles pour 2026 sont moins optimistes que celles des autorités, qui continuent d'évoquer une croissance supérieure à 5% grâce à la reconstruction. Elles s'établissent entre 2,9% pour le FMI et 4% pour la Banque asiatique de développement. Ces scénarios reposent toutefois sur l'hypothèse d'un choc régional encore contenu. Or la guerre au Moyen-Orient s'avère plus longue qu'escompté et ses effets sur les prix du pétrole et des engrais, les coûts de transport et le tourisme sont déjà plus profonds qu'anticipé. Dans ce contexte, le scénario alternatif de la BAsD, qui envisage une contraction de 0,5% en 2026 suivie d'une reprise limitée à 0,8% en 2027 en cas de prolongation du conflit, apparaît moins extrême qu'au moment de sa publication il y a à peine quelques semaines. La croissance sera soutenue par l'investissement et la reconstruction post-Ditwah, mais freinée par les effets de la guerre en Iran et par la faible capacité d'exécution des dépenses publiques en capital, dans un contexte de procédures administratives complexes et de retards récurrents dans la mise en œuvre des projets. L'inflation reste vulnérable à une hausse durable des prix des hydrocarbures et des engrais.

Le choc climatique reste important. Le cyclone Ditwah a causé plus de 600 décès et des dommages estimés à 3,3 Mds USD au moins. La reconstruction soutiendra l'activité et le crédit, mais elle accroîtra aussi les importations de matériaux, de carburants et d'équipements. Elle pèsera donc sur le solde courant et pourrait compliquer l'exécution budgétaire alors même que les autorités doivent préserver l'excédent primaire, renforcer les filets sociaux et éviter une nouvelle dérive des entreprises publiques pour se conformer au programme en cours avec le FMI.

L'impact du conflit au Moyen-Orient est d'ores et déjà massif. Pour la seule période du 28 février au 28 avril 2026, le surcoût d'importation pétrolière, hors renchérissement de l'assurance, est estimé à près de 325 MUSD, soit 0,3% du PIB. Les arrivées touristiques ont reculé de 21,6% entre le 1^{er} mars et le 26 avril par rapport à la même période de 2025 (soit 105 MUSD de recettes directes perdues au moins). Les transferts de migrants compensent pour l'instant une partie du choc : ils ont atteint 2,3 Mds USD au premier trimestre 2026, contre 1,8 Md USD un an plus tôt. Ils pourraient toutefois s'affaiblir si le ralentissement touchait les économies du Golfe, qui accueillent plus de la moitié des travailleurs migrants sri-lankais.

Les premiers chiffres de 2026 confirment déjà une dégradation extérieure. L'excédent courant de février s'est replié de 67,8%, à 117,2 MUSD, sous l'effet d'un déficit commercial accru (776,1 MUSD) et de recettes touristiques plus faibles. Sur les deux premiers mois, le compte courant reste néanmoins légèrement supérieur à celui de 2025 (486,9 MUSD). Les réserves officielles brutes de change ont baissé de 251 MUSD durant le mois de mars, probablement en raison de la hausse des importations d'énergie. L'inflation remonte progressivement, à 2,2% en mars pour le CCPI, et la CBSL anticipe un retour vers la cible de 5% sous l'effet de l'énergie. Les autorités ont déjà annoncé un paquet de soutien de 100 Mds LKR, (environ 317 MUSD, soit 0,3% du PIB), ciblé sur les carburants, l'électricité, les engrais, la pêche et le programme de soutien social ; il reste limité, mais pose la question de l'adaptation du programme FMI si le choc devait durer.

Au-delà de la stabilisation, le défi demeure structurel. La base exportatrice reste étroite et le potentiel insuffisamment mis en valeur, notamment dans l'habillement, le thé, les épices et les fruits à coque. Les mesures prévues pour améliorer la compétitivité (suppression progressive de certaines taxes, réforme des droits de douane et du droit du travail) restent limitées et leur mise en œuvre se heurte aux contraintes administratives, aux résistances sectorielles et aux besoins de maintenir la protection sociale à un niveau adéquat.

Plus d'un an après les élections, 2026–2027 constitue donc le véritable test de crédibilité du gouvernement. La trajectoire restera favorable si la discipline budgétaire est maintenue, si les financements, notamment des institutions internationales, continuent d'arriver et si la reconstruction est bien exécutée. Mais la marge d'erreur est réduite : un choc durable sur l'énergie, le tourisme, les transferts ou les engrais pourrait rapidement éroder les marges de manœuvre, renchérir le coût de la vie et affaiblir le soutien politique aux réformes. La réussite du gouvernement actuel dépendra donc autant de la continuité macroéconomique que de la capacité à accélérer les réformes productives sans fragiliser davantage les ménages afin de maintenir la paix sociale.